



## Présidente du Conseil de sécurité de l'ONU, la Suisse face à un mur

Pierre-André Chapatte, éditorialiste

**La Suisse le savait: présider le Conseil de sécurité de l'ONU en ces temps tourmentés n'est pas un cadeau.** La pratique l'a confirmé. Membre non permanent de cet organisme onusien pour deux ans, en 2023 et 2024, la Suisse l'a présidé en mai et le préside encore ce mois d'octobre. Notre pays se retrouve projeté au cœur des urgences du monde. L'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss, démocrate-chrétien fribourgeois, a présidé l'Assemblée générale des Nations Unies de 2010 à 2011. Il était bien placé pour mettre en garde contre le «romantisme du Saint-Bernard» avant la prise de fonction de la Confédération à New York: la petite Suisse ne règlera pas tous les problèmes des grands pays. Elle ne les a effectivement pas réglés même si ce n'est pas encore le moment de dresser un bilan de cette participation au Conseil de sécurité.

En Suisse, cette présidence avait fait grincer l'UDC, le seul parti gouvernemental qui s'était opposé à l'entrée de la Suisse à l'ONU en 2022. À New York, ne fut qu'une formalité. La présidence du Conseil de sécurité ne s'accompagne pas d'un surplus de pouvoirs déterminants sur la conduite du monde.

**Le monde se porte encore plus mal aujourd'hui.** La faute

n'en incombe pas, ou pas seulement, à la Suisse. La diplomatie helvétique à New York n'a pas démerité. Elle n'a cependant pas fait preuve d'une capacité d'initiative audacieuse. Sa neutralité qui ferait d'elle la médiatrice de paix idéale dans les conflits internationaux l'a plutôt freinée qu'avantagée. Elle n'a pas été en mesure de changer le cours de la guerre en Ukraine ni d'éviter la descente aux enfers du Proche-Orient après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023.

**Sur l'Ukraine, «les contorsions de la Suisse lui ont valu des tombereaux de critiques»,** analyse Serge Enderlin, correspondant du *Monde* pour la Suisse. Il souligne sa duplicité passive avec le Kremlin, en refusant par exemple le transfert d'Allemagne à l'Ukraine d'armes vendues il y a longtemps à notre voisin. Ou encore le service minimum de Berne dans l'application des sanctions contre la Russie: sur les 135 milliards de fonds des oligarques russes qui seraient placés dans notre pays, seuls 7 milliards seraient bloqués. La Suisse a certes organisé une conférence sur la reconstruction de l'Ukraine. Une initiative prématurée alors que sa destruction continue. À la demande de Kiev, Berne a aussi réuni une centaine de dirigeants pour un sommet pour la paix au Bürgenstock à la mi-juin. Cette conférence s'est conclue sur une déclaration paraphée par 79 pays appelant au respect de l'intégrité territoriale. On ne pouvait pas faire moins. Pas de quoi changer le cours des événements. Ces initiatives de la Suisse ne sont pas en lien avec sa participation au Conseil de sécurité.

**Sur le Proche-Orient, la Suisse s'est montrée**

**particulièrement frileuse.** Elle n'a pas pris d'initiative, ni à Berne ni à New York, pour arracher un cessez-le-feu à Gaza, premier pas pour libérer les otages, secourir la population et avancer vers une solution politique du conflit. La Suisse n'a pas offert ses «bons offices», cette notion «largement surfaite» aux yeux de l'historien suisse Sacha Zala, professeur à l'Université de Berne. Dans son livre *Ruptures* paru ce mois aux Éditions Slatkine, l'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss fustige «la pusillanimité» de la Suisse sur le vote le 18 avril dernier de la résolution en faveur de l'admission de la Palestine comme membre de l'ONU. Résolution rejetée par Conseil de sécurité, avec douze voix pour, une voix contre (les États-Unis) et deux abstentions

(le Royaume-Uni et la Suisse). Une abstention «d'autant plus étonnante que la Suisse se vante habituellement d'être parmi les premiers à reconnaître les nouvelles nations, comme cela fut le cas de la République de Chine». Ou du Kosovo. C'est moins étonnant, note Joseph Deiss, au regard des positions adoptées sous la pression de l'UDC et de la droite concernant le soutien à l'UNWRA (l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens). Le Conseil national a voté la suppression de cette

aide, le Conseil des États devrait se prononcer aujourd'hui. Une confirmation du refus de financer cette agence onusienne mettrait la Suisse dans une position intenable à l'ONU.

**Le mur contre lequel la Suisse se heurte n'est pas que celui de ses contraintes intérieures, c'est celui de l'ONU elle-même.** Pour en rester à la question palestinienne, les Nations unies ont adopté 229 résolutions à ce jour. Aucune n'a été appliquée. L'une des premières, la résolution 181 adoptée le 29 novembre 1947, prévoyait le partage de la Palestine en trois entités: un État juif (sur 55% du territoire), un État arabe (45%), ainsi qu'une zone sous administration internationale pour Jérusalem. La dernière résolution adoptée par l'Assemblée de l'ONU date du 18 septembre. Elle exige notamment la fin de l'occupation dans les douze prochains mois. Toujours aussi frileuse, la Suisse s'est abstenue. L'impuissance de l'ONU tient à ses malformations originelles. Elle est paralysée par le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne). Elle est surtout paralysée par le non-respect du droit international de ses membres et la trahison de leurs engagements pris en signant la Charte des Nations unies de régler leurs différends par des moyens pacifiques pour préserver la paix, la sécurité et la justice. «À vrai dire, ce n'est pas l'organisation qui est défailante, mais ses membres, incapables de la faire fonctionner, il est urgent qu'ils se réveillent». Joseph Deiss veut donner une chance à la raison.



**La Suisse préside le Conseil de sécurité de l'ONU pour la deuxième fois, après le mois de mai, ce mois d'octobre.**

**La présidente de la Confédération Viola Amherd et le chef de la diplomatie Ignazio Cassis seront cette semaine à New York.**